



Face aux conditions inacceptables de cette rentrée scolaire, faisons valoir immédiatement les revendications !

Quelle est la réalité de cette rentrée scolaire dans les écoles, mise en œuvre par un gouvernement démissionnaire et illégitime, dont les mesures ont été combattues par les personnels et rejetées par les électeurs lors des dernières élections législatives ?

Les 650 suppressions de postes décidées par l'ex-ministre Attal et confirmées par la ministre démissionnaire Belloubet, qui se rajoutent à celles actées les années précédentes, ont des conséquences désastreuses sur les conditions de cette rentrée scolaire.

Les IA-DASEN ont ainsi multiplié les fermetures de classes et refusé les ouvertures nécessaires. Dans de nombreuses écoles, les effectifs par classe s'envolent. D'ores et déjà dans de multiples départements, les titulaires remplaçants sont affectés sur des postes à l'année ce qui augure de futurs problèmes de remplacement dans les semaines et mois à venir. Partout, les RASED sont exsangues.

Malgré ce manque criant de personnels, la plupart des recteurs se refusent toujours à recruter l'ensemble des candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires !

Cette rentrée scolaire est également marquée par la situation inacceptable faite aux élèves en situation de handicap ou à besoins particuliers, avec des centaines d'heures d'AESH manquantes dans chaque département et 24 000 élèves en attente de places dans un établissement spécialisé selon l'aveu même de la ministre démissionnaire Belloubet.

Dans cette situation, la question de la mobilisation immédiate pour la satisfaction des revendications est posée.

Ainsi, en Haute-Garonne, le SNUDI-FO, avec la FSU-SNUipp et la CGT Educ'action appelle à un rassemblement devant le rectorat le 5 septembre pour exiger le recrutement de toutes les listes complémentaires, le réemploi des contractuels qui le souhaitent, l'ouverture des classes exigées, l'abandon des fermetures et la création des postes de remplaçants.

A Montpellier, les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires se sont rassemblés une nouvelle fois mercredi 4 septembre avec le SNUDI-FO pour exiger d'être recrutés.

Malgré cette situation de rentrée catastrophique, le gouvernement démissionnaire et illégitime, battu lors des dernières élections, continue comme si de rien n'était de mettre en œuvre ses mesures s'attaquant au statut, aux conditions de travail et au fonctionnement même de l'Ecole publique : les évaluations nationales sont généralisées, les évaluations d'école se poursuivent, l'évaluation spécifique des directeurs se met en place... Inacceptable !

Dans cette situation, le SNUDI-FO invite les personnels à participer aux réunions syndicales organisées par ses syndicats départementaux et soutient toutes les initiatives pour la satisfaction immédiate des revendications.

Il soutient en particulier les syndicats départementaux et les personnels ayant décidé de participer aux manifestations du samedi 7 septembre pour le respect de la démocratie et la défense des revendications.

Montreuil, le 4 septembre 2024